



# FLASH DE CONJONCTURE -AVRIL 2022

N°3/2022



## SYNTHESE

L'économie mondiale devrait poursuivre sa progression en 2022, après avoir rebondi en 2021. Cependant, les perspectives restent menacées par de fortes incertitudes en relation avec le déclenchement des hostilités en Ukraine amplifié par la hausse des prix des matières premières, des denrées alimentaires, des carburants, des engrais, des huiles végétales et de l'augmentation des coûts commerciaux dont le fret.

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'une amélioration continue du climat des affaires confortant la confiance des chefs d'entreprises en la bonne évolution de la conjoncture économique. En outre, l'accélération de la mise en œuvre du PND 2021-2025 devrait consolider le dynamisme économique dans les prochains mois.

Dans ce contexte, sous l'hypothèse de la fin de la crise ukrainienne dans le courant du premier semestre 2022, l'activité économique devrait poursuivre sa bonne orientation, soutenue par la vigueur de la demande à savoir des investissements, de la consommation finale et de la demande extérieure. Le dynamisme proviendrait à la fois des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Toutefois, au terme des trois premiers mois de l'année 2022, le secteur primaire enregistre une contraction des principales cultures d'exportation. Au niveau du secteur secondaire, la consommation d'électricité de moyenne tension augmente de 8,8% à fin mars 2022, en glissement annuel, traduisant l'évolution favorable de l'activité industrielle. Quant au secteur tertiaire, il bénéficie de la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes, excepté le transport ferroviaire de marchandises qui se contracte.

Le début d'année 2022 est marqué par la persistance des tensions inflationnistes atténuées toutefois par les mesures adoptées par le Gouvernement le 9 mars 2022 visant à renforcer la lutte contre la vie chère, afin de contenir la hausse des prix. Ainsi, au mois de mars 2022, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation affiche un léger ralentissement de son rythme de progression à 4,5% en glissement annuel, après une hausse de 4,6% enregistrée en février 2021 et des pics de 5,6% atteints aux mois de janvier 2022 et de décembre 2021.

L'emploi formel poursuit son dynamisme avec un accroissement de 7,1% de l'effectif de salariés, en glissement annuel, au mois de février 2022. Ce bon résultat provient aussi bien du secteur privé formel (+7,5%) que du secteur public (+5,7%).

La situation des finances publiques, en 2022, serait marquée par une hausse des recettes totales et dons (+186,1 milliards ; +3,0%) ainsi que des dépenses totales et prêts nets (+689,1 milliards ; +8,5%), par rapport à 2021. Il en résulterait un solde budgétaire déficitaire de 2 464,9 milliards.

En ce qui concerne le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur augmentent respectivement de 11,6% et 55,1% sur les trois premiers mois de l'année en cours, comparativement à la même période de l'année dernière. Il ressort de ces évolutions un solde commercial de +351,8 milliards de FCFA. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 14,5% sous l'effet d'une hausse des prix à l'export (+11,7%) plus faible que celle des prix à l'import (+30,7%).

La masse monétaire, à fin février 2022, s'accroît de 15,7% en glissement annuel, soutenue par la bonne orientation des actifs extérieurs nets (+10,6%), des créances sur l'économie (+14,6%) et des créances nettes sur l'Administration Centrale (+33,1%). Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM Composite se consolident respectivement de 39,3% et de 58,4%, en glissement annuel.

## CONTEXTE ECONOMIQUE

**Au niveau mondial**, la reprise économique observée en 2021 se poursuit en 2022, mais à un rythme modéré. En effet, l'activité économique est affectée par la guerre russo-ukrainienne qui a accentué les difficultés d'approvisionnement. En effet, les sanctions prises à l'encontre de la Russie ont accentué la hausse des prix du pétrole brut et du gaz naturel. Cette envolée du cours de l'énergie alimente l'inflation mondiale à travers le renchérissement du coût du fret et des coûts de production dans l'industrie. De même, la crise ukrainienne a induit l'accroissement des prix internationaux des engrais et des denrées alimentaires telles que les huiles végétales et le blé pour lesquels les deux pays belligérants figurent parmi les principaux producteurs et exportateurs.

Dans ce contexte, l'inflation mondiale devrait rester élevée et s'établir à 3,8% en 2022 après avoir atteint 4,3% en 2021.

Le durcissement attendu des politiques monétaires au niveau des principales banques centrales pour contrer l'envolée des prix à la consommation et la persistance de la crise ukrainienne impacterait négativement la demande et induirait un ralentissement de la progression de l'économie mondiale. Dans ce contexte, le Fonds Monétaire International (FMI), dans sa publication sur les perspectives de l'Economie Mondiale d'avril 2022, table désormais sur une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial de 3,6% pour 2022 contre une prévision antérieure de 4,4% après un rebond de 6,1% en 2021.

Sur le marché international des matières premières, la plupart des cours des

principaux produits d'exportation et d'importation de la Côte d'Ivoire ressortent en hausse.

En évolution mensuelle, au mois de mars 2022, les cours du blé (+24,5%), de l'huile de palme raffinée (+16,7%), du pétrole brut (+20,7%), du coton (+2,0%), du sucre (+6,7%), de l'or (+4,9%) et du caoutchouc naturel (+0,5%) progressent. Le cours du pétrole brut, poursuit ainsi sa tendance haussière entamée depuis le mois de mai 2020, stimulé par l'incertitude sur l'offre pétrolière. En revanche, le cours du cacao fèves recule de 3,6% après sa remontée en février 2022, pénalisé par la perspective d'une hausse de l'offre mondiale. Il en est de même du riz thaïlandais 5% brisure qui régresse de 1,6%.

En moyenne sur les deux premiers mois de l'année, les cours du pétrole brut (+56,5%), du cacao fèves (+4,6%), du caoutchouc naturel (+13,1%), du coton (+50,5%), de l'huile de palme (+44,4%), du café robusta (+76,6%), du blé (+29,6%), de l'engrais (+117,2%) et du sucre (+11,6%) s'affichent en hausse comparé à la même période de l'année précédente. S'agissant du cours du riz blanchi, il replie de 22,5%.

Sur le marché des changes, au mois de mars 2022 et comparé au mois précédent, l'euro se déprécie par rapport au dollar US (-2,8%), au yuan renminbi (-2,8%) et à la livre sterling (-0,2%) tout en restant stable face au yen (0,0%). La guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie semblent affecter la monnaie européenne.

**Au plan national**, l'indice du climat des affaires a atteint 104,2 en janvier 2022, en augmentation de 1,1 point comparé à son niveau de décembre 2021. Cette embellie témoigne de la confiance constante des

chefs d'entreprises en la bonne évolution de la conjoncture économique nationale, en lien avec l'accélération prévue de l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2021-2025.

Ainsi, la Côte d'Ivoire vient de bénéficier d'un financement pour le projet Pôle Agro-industriel dans le Nord, avec la ratification de deux accords de prêts d'un montant total de 49 590 349 200 FCFA signés avec la Banque Africaine de Développement et d'un accord de prêt d'un montant de 8 170 140 000 FCFA avec le Fonds Africain de Développement. Ce projet vise à améliorer la production des filières agropastorales et devrait contribuer à la réduction de la pauvreté, à la limitation des quantités importées de produits alimentaires et à l'accroissement des exportations des produits agro-manufacturés.

Par ailleurs, en vue de renforcer l'efficacité des actions visant à promouvoir le développement du secteur privé, le Gouvernement a créé deux (2) nouvelles sociétés. Il s'agit de (i) la société d'Etat « Côte d'Ivoire PME » (CI-PME) dont le but est de promouvoir les petites et moyennes entreprises ivoiriennes et de contribuer à améliorer leur accès aux financements et aux marchés, et (ii) la Société de Garantie des Crédits aux PME (SGPME) chargée de

garantir les crédits aux très petites entreprises ainsi qu'aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire dont le capital est détenu à plus de 50% par des ivoiriens.

Au niveau social, le Gouvernement reste engagé dans la mise en œuvre du projet « filets sociaux » dont les résultats ont été satisfaisants, à travers la mise en place d'un Programme multisectoriel d'Appui au Système National des Filets Sociaux (PAFS) sur la période 2022-2025. Ce programme d'un coût global de 387,772 milliards de FCFA, vise à garantir une plus grande inclusion sociale des populations les plus vulnérables et défavorisées et s'articule autour de trois axes stratégiques. Il s'agit (i) du renforcement des mécanismes de ciblage des interventions d'inclusion sociale et la mutualisation des outils, (ii) de la synergie et la pérennisation des programmes sociaux, y compris l'extension de leur couverture et (iii) du renforcement des mécanismes de réponses aux chocs qui touchent plusieurs individus ou ménages.

Par ailleurs, en vue de préserver le pouvoir d'achat des ménages et l'activité économique, le Gouvernement œuvre à contenir la hausse de prix dans le contexte de tensions inflationnistes au niveau mondial.

*Réalisations sur la période écoulée de l'année 2022 comparées à la même période de l'année 2021, sauf indication contraire.*

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

## 1 SECTEUR REEL

Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire devraient consolider leurs dynamismes, en dépit des effets négatifs attendus de la crise Russo-ukrainienne, de

la persistance de la Covid-19 et de l'insécurité dans le sahel.

### 1.1 Secteur primaire

Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation enregistre une contraction

des productions d'anacarde (-7,8%), de coton graine (-4,9%) et de sucre (-1,9%) sur les deux premiers mois de l'année 2022.

Concernant **l'anacarde**, le début de campagne de commercialisation lancé au mois de février est timide, en dépit d'un prix bord champ stable et rémunérateur. Un rebond des ventes est attendu les prochains mois, sous l'effet de la normalisation de la commercialisation. En effet, la filière continuerait de bénéficier des retombées des bonnes pratiques agricoles adoptées par les paysans et qui ont permis une amélioration continue des rendements.

Par ailleurs, au niveau de la transformation locale, le développement des zones industrielles de transformation de la noix de cajou constituera également une étape importante dans le renforcement de l'attractivité du secteur pour les investissements privés.

S'agissant du **coton graine**, la baisse de production observée sur les deux premiers mois de l'année 2022 est imputable à un retard de la récolte qui devrait se résorber dès le mois de mars 2022. Pour la campagne 2021/2022 démarré au mois de décembre 2021, le prix bord champ est fixé à 300 FCFA/kg, au même niveau que le prix de la campagne précédente. Par ailleurs, afin d'améliorer les revenus des paysans, les acteurs de la filière mettent l'accent sur l'augmentation des rendements grâce à (i) l'amélioration des variétés de coton et du traitement des semences, (ii) la mécanisation de la production et (iii) la promotion de l'utilisation des techniques de fertilisation rationnelle. Ces efforts devraient se traduire par une hausse du rendement moyen qui atteindraient 1 400

à 1 500 kg/ha sur les prochaines campagnes.

Tableau 1: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	2 mois 2021	2 mois 2022	Variation (%)
Anacarde	136 421,3	146 996,0	7,8
Coton graine	250 379,3	238 166,7	-4,9
Sucre	72 994,3	71 595,9	-1,9

Sources : DGE, OPA, MINADER

## 1.2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire afficherait un accroissement de la production au cours du premier trimestre 2022, en glissement annuel, au regard de la progression des importations de biens en volume (+55,5%) et de la consommation d'électricité de moyenne tension (+8,8%).

Au niveau des **industries extractives**, les productions de pétrole brut (+10,4% à fin février 2022), de gaz naturel (+25,1% à fin février 2022), d'or (+28,1% à fin janvier 2022) et de nickel (+58,8% à fin janvier 2022) ont augmenté par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

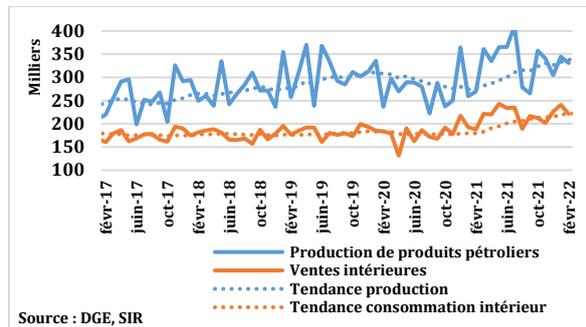
La hausse de la production de pétrole est attribuable aux opérations de maintenance conduites durant l'année 2021 pendant que l'accroissement de la production de gaz tire avantage de la forte demande provenant du secteur électricité.

La production de diamant, dans la division « autres activités extractives », devrait également progresser en 2022, en relation avec la poursuite de l'exploitation après un arrêt momentané en juillet 2021.

Dans la division « raffinage pétrolier et cokéfaction », la quantité de produits pétroliers s'est accrue de 27,6% à fin février 2022, du fait de l'augmentation de la

consommation intérieure (+21,5%) et des exportations (+31,3%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



En ce qui concerne les *industries extractives*, les productions de pétrole brute de gaz naturel ont augmenté de respectivement 10,4% et 25,1% à fin février 2022, par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

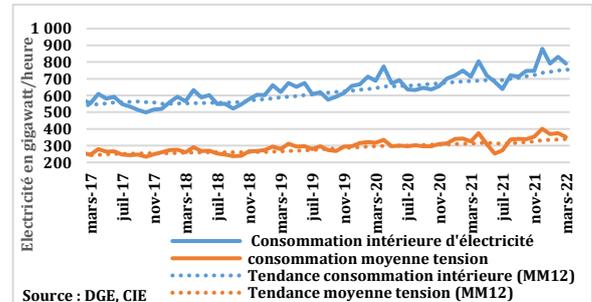
La hausse de la production de pétrole est attribuable à la normalisation de la production après les opérations de maintenance conduites durant le premier trimestre 2021. S'agissant de l'accroissement de la production de gaz naturel, il tire avantage de la forte demande provenant du secteur électricité.

En effet, dans les « *industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau* », la production d'électricité a progressé de 1,1% au premier trimestre 2022, portée par une hausse de la production de source thermique de 13,9%. A l'inverse, malgré une remontée observée aux mois de février (+17,0%) et mars (+32,9%) 2022, en variation mensuelle, la production d'électricité de source hydraulique accuse un repli de 27,9% au premier trimestre 2022, comparé à son niveau du même trimestre de l'année 2021.

Du côté de la demande, la consommation intérieure a affiché une augmentation de 10,6% au premier trimestre 2021,

soutenue aussi bien par la consommation de moyenne tension (+8,8%) que par celle de basse tension (+12,0%). Par contre, les exportations maintiennent leur tendance baissière et sont ressorties en repli de 46,1%.

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



S'agissant du BTP, le dynamisme enregistré au dernier trimestre 2021 devrait se poursuivre en 2022. Le secteur bénéficierait de la bonne exécution des projets d'infrastructures publiques en cours, notamment (i) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) la construction du pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iv) le prolongement de l'autoroute du nord jusqu'à Bouaké, (v) la construction de l'échangeur de l'indénié, ainsi que (vi) l'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan. En outre, le démarrage de la construction de huit nouveaux échangeurs à Abidjan devrait également renforcer le dynamisme du BTP.

### 1.3 Secteur tertiaire

La reprise du secteur tertiaire observée en 2021 se consolide en 2022 grâce au dynamisme de l'ensemble de ses composantes, à l'exception du transport ferroviaire qui se contracte

Le **commerce de détail** est marqué, en janvier 2022, par une augmentation de 6,5% de l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) qui bénéficie de la bonne tenue des ventes dans l'ensemble des branches, excepté celles des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » qui recule de 6,1%. Ce repli est imputable aux chiffre d'affaires des ventes de « produits pharmaceutiques et médicaux » (-7,0%).

La plus forte progression a été enregistrée dans la branche « produits d'équipement du logement » (+17,7%) qui bénéficie d'une hausse de 20,7% des ventes de « matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verres et articles de verre ».

L'augmentation de 10,8% du chiffre d'affaires de la branche « véhicule automobile, motos et pièces détachées » provient à la fois des ventes de « véhicules automobiles neufs » (+5,2%), « motos neufs » (+3,8%) et « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motos neufs » (+37,1%).

S'agissant des ICA des ventes de « produits de l'alimentation » et de « produits pétroliers », ils se sont bonifiés de 6,0% et 6,2% respectivement.

Hors produits pétroliers, l'Indice du chiffre d'affaire s'est accru de 6,7%.

Le **transport aérien** maintient sa tendance haussière observée depuis le mois de juin 2020. Le nombre de passagers commerciaux a atteint 388 700 à fin mars 2022 contre 269 779 passagers un an plutôt, soit un bond de 44,1%. En dépit de cette bonne performance, le trafic de passagers commerciaux demeure en dessous de son niveau d'avant la Covid-19 (467 936 passagers au premier trimestre 2019).

Concernant le **transport maritime**, les données disponibles au terme des deux premiers mois de l'année 2022 montrent une bonne évolution de l'activité portuaire. En effet, le trafic global de marchandises a augmenté de 4,2% en glissement annuel pour s'afficher à 5 571 006 tonnes, grâce au dynamisme des deux ports.

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises a atteint 4 493 706 tonnes, en progression de 2,2%, après avoir reculé de 1,5% le mois précédent (janvier 2022). Cette bonne tenue résulte de la hausse de 29,6% du transit, de la baisse du transbordement de 35,0% et de la stabilité du trafic national.

Au **port de San Pedro**, le trafic global de marchandises a augmenté de 13,3% pour se situer à 1 077 300 tonnes, sous l'effet de la vigueur du transbordement (+357,1%) et du trafic national (+1,4%).

À fin février 2022, le trafic global de marchandises par voie **ferroviaire** est en recul de 9,2% du fait des contreperformances enregistrées aussi bien au niveau du trafic intérieur (-99,8%) que des échanges avec le Burkina Faso (-5,6%).

Dans le secteur des **télécommunications**, à fin janvier 2022, la téléphonie mobile poursuit sa tendance haussière observée en 2020 et 2021, avec une hausse du nombre d'abonnement (+10,8%), du trafic voix (+2,6%), du trafic internet (+52,1) et du chiffre d'affaires (+1,8%), malgré le repli du nombre de SMS de 6,3%.

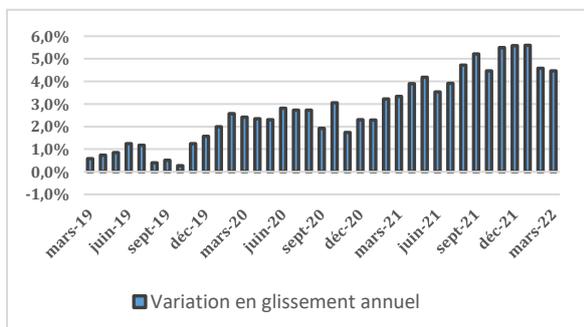
## 1.4 Prix à la consommation

**Au mois de mars 2022**, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a enregistré un taux d'accroissement de 4,5% en glissement annuel, en léger

ralentissement comparé à la progression de 4,6% en février 2022 et au pic de 5,6% atteint aux mois de janvier 2022 et de décembre 2021.

Les mesures prises par le Gouvernement, le 9 mars 2022 pour lutter contre la vie chère devrait permettre de limiter le renchérissement des prix à la consommation dans un environnement national, régional et international favorable à la flambée des prix.

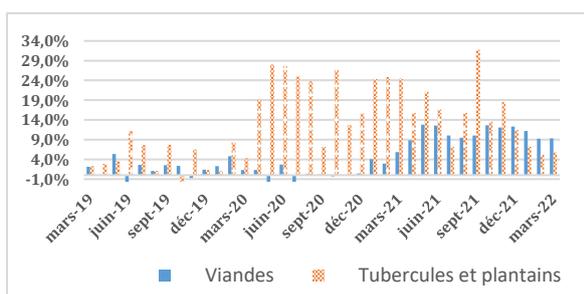
**Graphique 3 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel**



La décélération du rythme de progression de l'IHPC provient des prix des produits comestibles qui croissent de 8,1% en mars 2022 contre 8,5% en février 2022, en glissement annuel.

La hausse des prix des produits comestibles trouve leur source au niveau des produits alimentaires (+8,5%), spécifiquement au niveau des légumes frais (+14,4%), des huiles et graisses (+11,6%), des fruits (+11,0%) ainsi que des viandes (+9,4%) et des céréales non transformées (+6,4%).

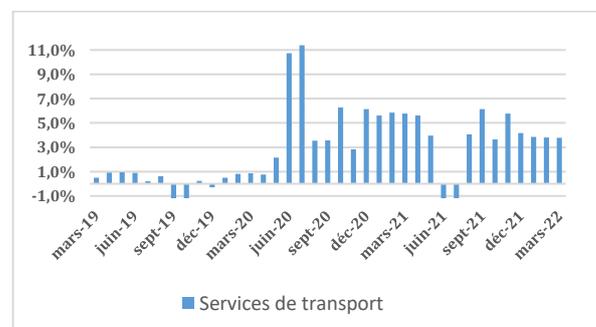
**Graphique 4 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel**



S'agissant des prix des produits non comestibles, ils se sont accrus modérément de 2,7%, au même rythme que le mois précédent.

Cette augmentation des prix des produits non comestibles est portée par le renchérissement des prix des « loyers effectifs » (+8,4%), des services d'« entretien et réparation des logement » (+7,1%), des « service de transport » (+3,8%), des services « d'utilisation des véhicules » (+4,7%) ainsi que des « service de restauration » (+2,5%).

**Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix des services de transport en glissement annuel**



**En moyenne sur le premier trimestre de 2022**, l'IHPC a augmenté de 4,9% en glissement annuel, sous l'effet d'une forte hausse de 9,3% de l'indice des produits comestible et d'une augmentation modérée de 1,1% des prix des produits non comestibles.

Cet accroissement des prix des produits comestibles provient de ceux des « légumes frais » (+24,5%), des huiles et graisses (+10,4%), des viandes (+9,9%), des poissons (+7,7%), des « céréales non transformées » (+7,0%) ainsi que des « tubercules et plantains » (+6,1%).

En termes d'origine, les prix des produits locaux ont subi une hausse de 5,2% contre une augmentation de 3,0% de ceux des produits importés.

L'inflation importée pourrait s'accélérer les prochains mois en raison de la persistance de la crise Russo-Ukrainienne qui impacte les coûts de l'énergie au niveau mondial et les prix des denrées alimentaires.

### 1.5 Emploi

À fin février 2022, le nombre de salariés en **emploi formel** est ressorti en progression de 7,1% en glissement annuel pour se situer à 1 235 079.

Dans le secteur privé, le nombre de salariés s'est affiché à 938 784, en hausse de 7,5%. Quant aux nouvelles immatriculations, elles se sont élevées à 13 000 sur les deux (2) premiers mois de l'année 2022 contre 16 409 un an plus tôt.

Au niveau du secteur public, le nombre de fonctionnaires en activité se chiffre à 296 295 contre 280 313 à fin février 2021, soit un accroissement de 5,7%. Au total, 4 541 nouveaux fonctionnaires ont été enregistrés sur les deux (2) premiers mois de l'année 2022 contre 5 137 un an plus tôt. Ces nouveaux fonctionnaires ont été principalement affectés dans les ministères en charge de l'éducation et de la formation (31,1%) et dans la santé (6,9%).

## 2 FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques enregistreraient, en 2022, un accroissement de 186,1 milliards des recettes totales et dons pour s'établir à 6 326,3 milliards. Cette augmentation serait essentiellement imputable aux recettes fiscales (+172,3 milliards ; +3,4%) et aux dons (+110,2 milliards ; +59,7%).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales serait attribuable aux taxes hors produits pétroliers (+98,3 milliards), aux impôts BIC hors pétrole (+95,0 milliards),

et aux impôts sur les biens et services (+198,7 milliards).

Les recettes non fiscales, quant à elles, baisseraient de 96,4 milliards sur la période et s'établiraient à 763,2 milliards.

Les dépenses totales et prêts atteindraient 8791,2 milliards, en progression de 689,1 milliards par rapport au niveau de 2021. Cette situation s'expliquerait par un accroissement des intérêts sur la dette (+191,2 milliards), de la masse salariale (+98,2 milliards) et des dépenses d'investissement (+762,2 milliards). Quant aux dépenses de fonctionnement (-14,6 milliards) et « les subventions et autres » (-319,0 milliards), elles s'afficheraient en baisse.

Il en résulterait un solde budgétaire déficitaire de 2 464,9 milliards représentant 5,7% du PIB.

Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivé à échéance, la Côte d'Ivoire envisage solliciter des prêts sur les marchés sous régional et international.

## 3 COMMERCE EXTERIEUR

Dans un contexte marqué par des perturbations au niveau des chaînes d'approvisionnement et une envolée du coût du fret maritime, le commerce extérieur hors biens exceptionnels en valeur enregistre une hausse des exportations et des importations respectivement de 11,6% et 55,1% à fin mars 2022.

Les exportations sont soutenues à la fois par les ventes en valeur des produits primaires (+2,1%), des produits transformés (+31,6%) et des produits miniers (+9,6%). Les produits qui soutiennent cette bonne orientation sont

essentiellement le caoutchouc naturel (+48,5%), le coton masse (+69,3%), les produits pétroliers autre que le pétrole brut (+80,3%) et l'or brut (+34,9%).

En outre, les exportations en valeur de riz et d'huile de palme progressent respectivement de 45,7 milliards de FCFA et 264,8%. Le riz bénéficie du regain du volume exporté que s'est affiché à 7 345 tonnes au terme des trois premiers mois, en progression de 32,3%.

Les exportations en valeur de caoutchouc naturel augmentent sous l'impulsion de la hausse des quantités exportées (+10,1%) et des prix à l'export (+34,9%). L'accroissement en valeur des ventes des « produits pétroliers autre que le pétrole brut » est attribuable au regain des prix de 80,5% malgré le repli des quantités (-0,1%) exportées. Les exportations de l'or brut, quant à elles, sont tirées par la progression aussi bien des quantités (+16,9%) que du prix (+15,4%).

S'agissant des **importations** en valeur, elles sont soutenues par la hausse à la fois des achats de biens de consommation (+31,8%), de biens intermédiaires (+156,9%) et de biens d'équipement (+12,0%).

Les produits qui ont enregistré les plus fortes hausses de la facture à l'importation sont les « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (+49,1%), les « matières plastiques et ouvrage en ces matières » (+84,4%), le riz (+92,7%), le « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (+90,1%), les « meubles, articles de literie et similaires, appareils d'éclairage » (+62,3%), les « machines électriques » (+6,6%) et les « matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme » (+12,0%). En ce qui concerne les achats en

valeur de pétrole brut, ils explosent en passant de 15,8 milliards un an plus tôt à 380,2 milliards, soit une augmentation de 364,4 milliards. Cette évolution s'explique à la fois par une hausse des quantités et des prix. En effet, la Société Ivoirienne de Raffinage reprend les achats de brut pour la production après avoir opté en 2021 pour une plus grande utilisation de produits semi-finis.

Dans l'ensemble, il est enregistré une flambée générale des prix à l'importation. S'agissant des prix des produits alimentaires, les plus forts accroissements sont observés au niveau des graisses et huiles végétales (+37,0%), du blé tendre (+23,8%), de la farine (+48,4%), du sel alimentaire (+22,7%), du riz (+19,5%), des poissons frais (+16,6%) ainsi que des viandes et abats comestibles (+11,0%).

Au niveau des biens intermédiaires, les principaux produits enregistrant de fortes hausses de prix sont le pétrole brut (+128,5%), l'engrais (+143,2%), les produits chimiques (+43,9%), le clinker (+43,9%) et le « fer, fonte, acier et ouvrage en ces métaux » (+34,6%).

Il découle de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels de +351,8 milliards contre +899,2 milliards à fin mars 2021. Par ailleurs, les termes de l'échange se détériorent de 14,5% sous l'effet d'une hausse des prix à l'export (+11,7%) plus faible que celle des prix à l'import (+30,7%).

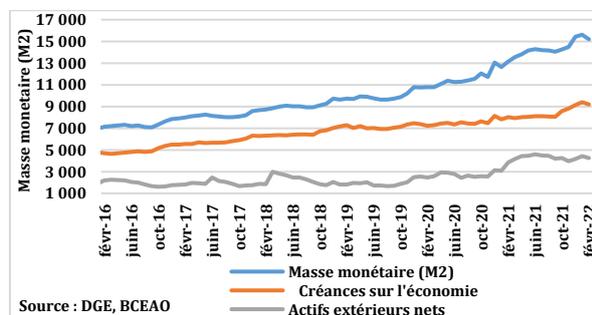
#### 4.1 Situation monétaire

Les mécanismes de financement accommodants mis en œuvre dans la zone monétaire de l'UEMOA par la Banque Centrale continuent de soutenir les

économies notamment le secteur privé et les Etats.

Ainsi, au mois de février 2022, la masse monétaire au sens large (M2) s'accroît de 15,7% (+2 058,4 milliards), en glissement annuel. Cette augmentation est attribuable aux actifs extérieurs nets (+10,6% ; +409,0 milliards), aux créances nettes sur l'Administration Centrale (+33,1%, +1 173,2 milliards) et aux créances sur l'économie (+14,6% ; +1 168,5 milliards).

Graphique 6 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



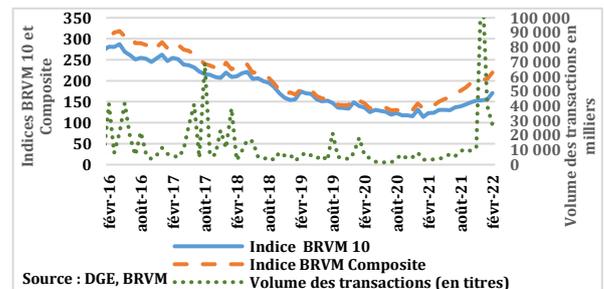
S'agissant des opérations de financement des banques, elles sont marquées par une hausse de 12,6% (+53,5 milliards) du montant des nouvelles mises en place de crédits au mois de janvier 2022 comparativement à la même période de 2021. Cette évolution est en lien avec la progression des *crédits de trésorerie* (+150,4 milliards), des *crédits destinés à diverses utilisations* (+93,9 milliards) et des *crédits d'équipement* (+17,4 milliards). Par contre, les *crédits à la consommation* (-81,1 milliards), les *crédits d'équipement* (-20,8 milliards) et les *crédits immobiliers* (-14,1 milliards) reculent.

La durée moyenne des crédits s'est établie à 11 mois contre 11,6 mois en janvier 2021, en diminution de 0,6 mois.

## 4.2 Marché boursier

Sur la place financière régionale, les principaux indicateurs s'inscrivent dans un canal haussier depuis le mois de février 2021 en lien avec un regain de confiance des investisseurs.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Ainsi, au mois de février 2022, les indices de référence de l'activité boursière représentés par les indices BRVM 10 et BRVM composite consolident leur progression respectivement de 39,3% et de 58,4%, comparés à leur niveau du mois de février 2021. Les secteurs à l'origine de ces hausses importantes sont entre autres l'industrie (+193,8%), l'agriculture (+153,5%) et la distribution (+113,8%).

La capitalisation boursière se raffermi également de 33,7% à fin février 2022, en glissement annuel, soutenue conjointement par le marché des actions (+58,4%) et celui des obligations (+17,5%).

Par ailleurs, le marché régional enregistre un PER<sup>1</sup> moyen de 13,16. Le taux de rentabilité du marché, quant à lui, ressort à 6,74%.

En moyenne sur la période sous revue, les indices BRVM 10 et BRVM composite affichent des hausses de 38,1% et 55,5% respectivement.

<sup>1</sup> Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

**En conclusion,** l'activité économique nationale est marquée une poursuite de la consolidation du secteur tertiaire amorcé au second trimestre 2020 et le secteur secondaire maintiendrait son dynamisme du dernier trimestre 2021. A l'inverse, dans le secteur secondaire les données préliminaires de l'agriculture d'exportation s'affichent en baisse.

Par ailleurs, sous l'effet de la persistance de la Covid-19 et de l'insécurité dans le sahel ainsi que du démarrage la crise ukrainienne, les tensions inflationnistes persistent, malgré un léger ralentissement du rythme de progression des prix à la consommation aux mois de février et de mars 2022. Le Gouvernement a adopté des mesures qui vise à limiter l'impact des tensions inflationnistes au niveau international sur l'économie ivoirienne.

S'agissant du financement intérieur, il est bien orienté grâce au maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO.

## Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	Fev.-21	Mars.-21	Oct.-21	Nov.-21	Déc.-21	Jan.-22	Fev.-22	Mars.-22	
<b>INTERNATIONAL</b>									
Cours du Pétrole brut	11,8%	105,0%	107,7%	89,7%	48,8%	57,8%	55,4%	nd	56,5%
Cours du cacao	-11,4%	5,3%	12,0%	1,5%	-1,0%	3,2%	6,0%	nd	4,6%
Cours de l'euro par rapport au dollar	10,9%	7,6%	-1,5%	-3,6%	-7,1%	-7,0%	-6,2%	-7,4%	-6,9%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>									
<b>Primaire</b>									
<b>Agriculture d'exportation</b>									
Cacao (données trimestrielles)	nd	15,2%	nd	nd	-10,4%	nd	nd	nd	nc <sup>2</sup>
Café (données trimestrielles)	nd	-48,6%	nd	nd	21593,1%	nd	nd	nd	nec
Coton	10,0%	13,3%	nd	nd	nd	0,0%	-6,6%	-3,0%	-4,9%
Anacarde	575,2%	95,1%	nd	nd	nd	nd	7,8%	nd	7,8%
<b>Secondaire</b>									
IHPI global	-3,8%	11,2%	7,8%	15,4%	-2,3%	nd	nd	nd	nec
IHPI hors extraction	-3,5%	11,1%	8,9%	14,8%	-2,3%	nd	nd	nd	nec
Industrie manufacturière	-3,9%	12,4%	9,7%	17,3%	-4,0%	nd	nd	nd	nec
Electricité, gaz	-2,2%	5,6%	5,7%	5,4%	6,1%	nd	nd	nd	nec
BTP	-2,0%	21,8%	6,7%	34,3%	4,1%	nd	nd	nd	nec
Production d'électricité	-3,0%	5,9%	5,8%	5,5%	6,3%	3,3%	3,0%	-2,4%	1,1%
Production de produits pétroliers	14,1%	21,2%	50,8%	36,0%	-16,5%	32,8%	22,6%	nd	27,6%
Pétrole brut	-15,0%	-46,8%	-27,1%	-13,1%	-6,3%	8,3%	12,9%	nd	10,4%
Gaz naturel	-3,1%	6,3%	8,3%	20,8%	14,3%	24,2%	26,1%	nd	25,1%
<b>Tertiaire</b>									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	8,3%	8,0%	8,7%	18,2%	10,6%	6,5%	nd	nd	NCR
Trafic global maritime	-6,5%	16,1%	-2,5%	23,3%	1,3%	1,9%	6,4%	nd	4,2%
Total voyageurs aérien	-46,4%	-1,1%	77,6%	104,0%	43,9%	24,0%	50,4%	60,2%	44,1%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	8,1%	22,1%	-13,3%	-18,4%	-12,2%	-12,7%	-5,4%	nd	-9,2%
<b>Echanges extérieurs</b>									
Exportation en quantité	11,5%	43,0%	-12,6%	7,1%	-1,1%	-2,5%	-2,3%	-17,6%	-8,4%
Importation en quantité	19,6%	13,1%	12,4%	-4,5%	-4,8%	50,5%	-3,1%	-8,2%	8,8%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	11,9%	28,4%	8,8%	38,0%	-7,8%	12,3%	15,6%	8,0%	11,6%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	11,1%	15,7%	36,0%	48,9%	27,0%	99,9%	33,3%	41,4%	55,1%
Solde commercial (en milliards CFA)	229,39	326,08	-112,31	268,35	40,69	19,22	179,55	153,00	351,77
<b>Financement</b>									
Masse Monétaire (M2)	22,1%	25,7%	18,5%	23,7%	18,3%	23,4%	15,7%	nd	15,7%
Actifs Extérieurs Nets	56,6%	62,8%	65,5%	54,6%	32,3%	44,2%	10,6%	nd	10,6%
Créances intérieures	13,4%	14,5%	9,0%	16,9%	14,3%	21,0%	20,3%	nd	20,3%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	19,2%	28,9%	2,8%	14,5%	18,1%	22,1%	33,1%	nd	33,1%
Créances sur l'économie BRVM composite	11,0%	8,7%	12,1%	18,2%	12,5%	20,5%	14,6%	nd	14,6%
BRVM composite	-5,0%	5,0%	52,1%	51,6%	39,1%	52,6%	58,4%	nd	55,5%
<b>Finances publiques</b>									
Recettes totales & Dons	11,2%	15,8%	2,6%	10,6%	-8,2%	nd	nd	nd	nec
Dépenses totales & Prêts nets	8,0%	6,0%	9,2%	44,3%	32,2%	nd	nd	nd	nec
Investissement public	-62,9%	23,0%	36,2%	66,7%	81,5%	nd	nd	nd	nec
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-14,34	-220,60	-251,06	-569,79	-392,26	nd	nd	nd	nec
<b>Prix à la consommation</b>									
Indice harmonisé des prix à la consommation	3,2%	3,3%	4,5%	5,5%	5,6%	5,6%	4,6%	4,5%	4,9%
Indice des biens alimentaires	5,4%	5,1%	8,6%	11,0%	11,8%	11,5%	8,5%	8,1%	9,3%
IHPC hors biens alimentaires	2,2%	2,5%	2,5%	2,9%	2,7%	2,8%	2,7%	2,7%	2,7%
<b>Emploi</b>									
Salariés secteur formel	6,2%	7,2%	6,4%	7,2%	7,5%	7,2%	7,1%	nd	7,1%
Salariés secteur formel privé	6,1%	7,2%	6,5%	7,8%	8,1%	7,7%	7,5%	nd	7,5%

Source : DGE

Direction des Prévisions, des Politiques  
et des Statistiques Economiques (DPPSE)  
Tél: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Version du 27 Avril 2022

Pour en savoir plus :  
Sous-Direction de la Conjoncture

Email : [sd.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sd.dppse@dge.gouv.ci)

Tel : (+225) 2720200924/2720200925

<sup>2</sup> nc : non calculé